CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 20.485 du 15 décembre 2008
dans l'affaire x

En cause : x

Domicile élu : x,

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la Ministre de la Politique d'asile et migration.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 février 2008 par x, de nationalité marocaine, qui demande de « la décision du 22 janvier 2008 refusant l'octroi d'un visa de trois mois, décision envoyée par la poste postérieurement à cette date ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance du 4 novembre 2008 convoquant les parties à comparaître le 2 décembre 2008 à 9.30 heures.

Entendu, en son rapport, , .

Entendu, en observations, Me C. MARCHAND, avocat, qui comparaît la partie requérante, et Me A.-S. DEFFENSE loco Me E. DERRIKS, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. La requérante précise que ses parents et plusieurs de ses sœurs résident en Belgique. Elle explique avoir encore des frères et sœurs au Maroc.

Son père étant atteint de la maladie d'Alzheimer, elle désirait venir lui rendre visite.

1.2. Elle a introduit une demande de visa court séjour le 30 novembre 2007 dans le but de rendre visite à sa famille et ainsi voir son père.

1.3. Le délégué du Ministre de l'Intérieur a pris à son égard une décision de refus de visa le 22 janvier 2008.

Cette décision, qui a été notifiée à une date indéterminée, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« Vous ne disposez pas de moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour que pour le retour au Maroc ou le transit vers un Etat tiers dans lequel votre admission est garantie.

Motivations :

N'apporte pas de garanties suffisantes qu'il/elle va regagner son pays d'origine
Défaut de preuve de revenus réguliers et suffisants
Défaut de preuve de l'exercice d'une activité professionnelle ».

2. Question préalable.

En application de l'article 34 du Règlement de procédure du Conseil, la note d'observations déposée par la partie défenderesse doit être écartée des débats. Cet écrit de procédure a en effet été transmis au Conseil le 28 novembre 2008, soit en dehors du délai de huit jours à compter de la communication de la requête, laquelle a eu lieu le 24 avril 2008.

3. Exposé du moyen.

3.1. La requérante prend un moyen unique de « la violation du principe général de droit selon lequel l'administration est tenue de statuer en tenant compte de tous les éléments de la cause ; De l'erreur manifeste d'appréciation, Du défaut de prudence de la part de l'administration, Du défaut de motivation, De la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 ; De la violation de l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ».

3.2. Elle rappelle avoir fourni un engagement de prise en charge ainsi que les revenus de son garant afin de démontrer les revenus suffisants à son voyage.

Elle estime que l'assertion de la partie défenderesse selon laquelle elle ne fournit aucune garantie suffisante de retour dans son pays d'origine ne repose sur aucun élément concret. Elle soutient qu'il n'est pas acceptable, au vu de sa situation familiale particulière, qu'elle ne puisse pas rendre visite à sa famille. Elle admet ne pas avoir d'activité professionnelle mais rappelle qu'il ne s'agit pas d'une condition exigée pour obtenir un visa court séjour.

4. Examen du moyen.

4.1. La partie défenderesse a pris une décision de refus de délivrance de visa en raison du fait que la requérante ne prouve pas de revenus propres suffisants et qu'il existe un doute quant à son retour au pays d'origine.

Il y a lieu de rappeler que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité doit permettre à l'intéressée de connaître les raisons qui ont déterminé l'acte attaqué sans que l'autorité n'ait l'obligation d'explicitier les motifs des motifs. Cependant, la motivation doit répondre, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressée. La décision doit donc faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre à l'intéressée de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle.

4.2. Le Conseil relève qu'il ressort du dossier administratif que les documents déposés à l'appui de la demande de visa de la requérante sont :

- une engagement de prise en charge ;
- une lettre d'invitation pour une visite familiale de sa sœur et son époux ;
- la preuve de solvabilité du garant et de son lien de parenté ;
- les fiches de salaire juillet, août et septembre 2007 ;
- une assurance médicale valable.

3. En l'espèce, force est de constater que la décision est inadéquatement motivée en ce qu'elle se borne à affirmer que la requérante n'offre pas de garanties suffisantes de

retour dans le pays d'origine. Ainsi, il convient de constater que la requérante a fourni divers documents montrant qu'il s'agissait d'une visite familiale et son désir de rendre visite à son père malade. La solvabilité du garant a été démontrée et la partie défenderesse n'explique pas en quoi les revenus invoqués et prouvés ne sont pas suffisants à couvrir le séjour de la requérante. En outre, comme le soutient la requérante, le fait de ne pas exercer d'activité professionnelle au pays d'origine n'est pas une condition de refus de visa.

A défaut pour l'acte attaqué de préciser pour quelles raisons ces documents ne sont pas jugés suffisants, la motivation de la décision litigieuse ne peut être considérée comme adéquate en telle sorte qu'il convient de déclarer le moyen fondé, la partie défenderesse n'ayant pas adéquatement motivée sa décision.

5. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

6. La décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La décision de refus de visa prise le 22 janvier 2008 par la partie défenderesse à l'égard de la requérante est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le quinze décembre deux mille huit par :

,	,
A. P. PALERMO,	greffier.
Le Greffier,	Le Président,
A. P. PALERMO.	P. HARMEL.